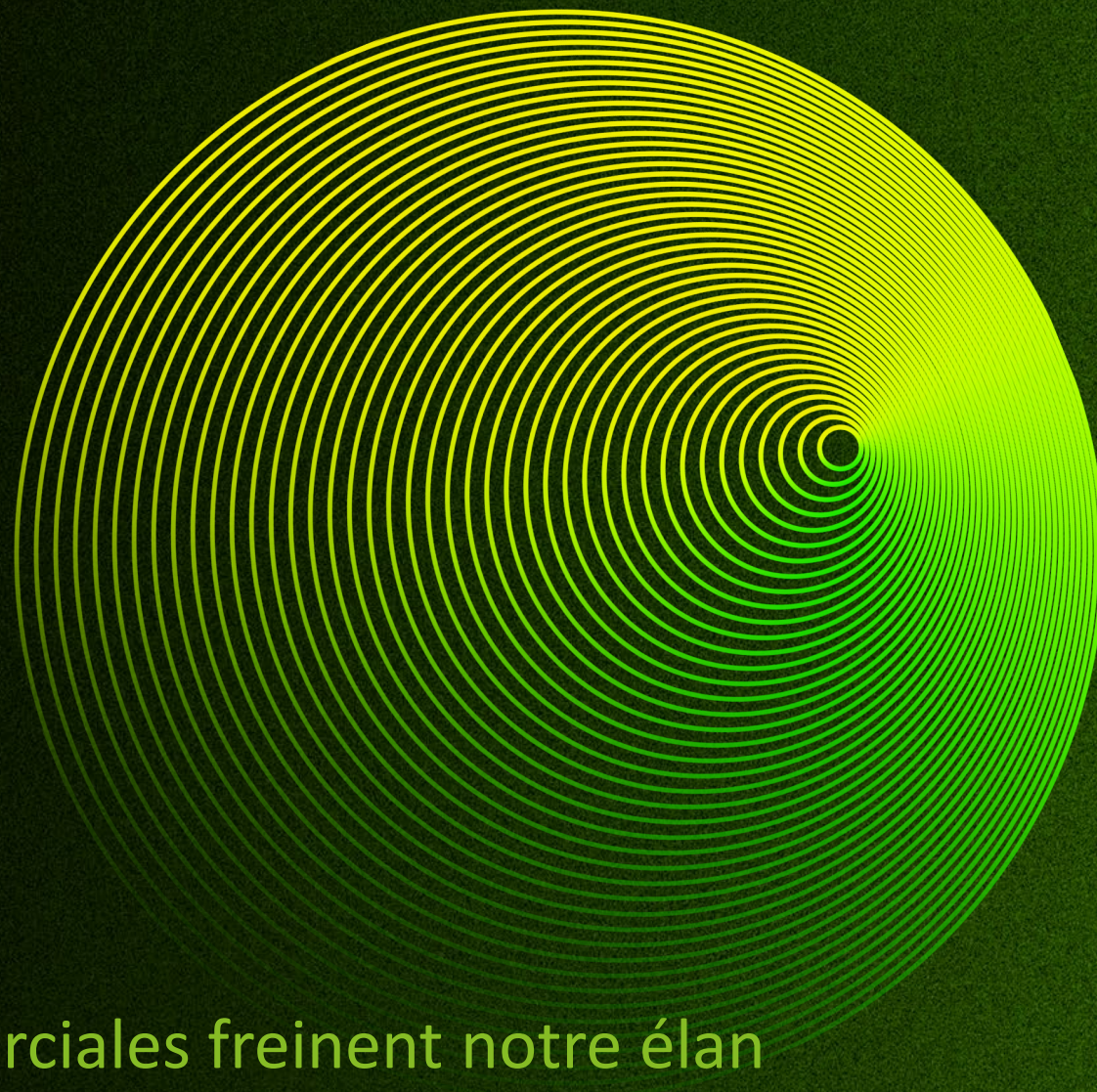




Les tensions commerciales freinent notre élan

Perspectives économiques | Édition d'avril 2025

Avant-propos de l'économiste en chef Dawn Desjardins

Il y a cinq ans, nous étions confrontés à un degré d'incertitude inédit alors que la pandémie de COVID-19 commençait à se développer. Même si le défi actuel n'est pas le même, il ne fait aucun doute que le Canada est de nouveau aux prises avec un contexte économique extrêmement incertain alors que les politiques tarifaires des États-Unis se répercutent sur l'économie.

Au moment où j'écris ces lignes, l'économie mondiale fait face à d'importantes incertitudes commerciales. À l'heure actuelle, le plus grand bras de fer tarifaire oppose les États-Unis à la Chine, alors que les taux des droits de douane sur les biens échangés entre les deux pays s'élèvent à plus de 100 %. Même si le Canada ne se voit pas actuellement imposer les pires droits de douane américains, certains secteurs continuent d'être ciblés, notamment l'acier, l'aluminium, le bois d'œuvre, la part non américaine des véhicules finis et les produits non conformes à l'ACEUM. Cela a laissé le Canada avec un taux tarifaire moyen plus faible que celui de nombreux autres pays. Cela dit, malgré ce taux relativement faible et l'attente que les droits de douane ne soient pas levés, l'avenir incertain de nos secteurs orientés vers l'exportation mine la confiance des entreprises et des consommateurs. Ces faibles niveaux de confiance influent sur les décisions en matière d'investissement, d'embauche et de dépenses.

Comme le contexte tarifaire évolue presque quotidiennement, il est moins utile de présenter des prévisions de base détaillées; il vaut mieux discuter des répercussions possibles de la situation tarifaire sur l'économie, selon l'envergure et la portée de la politique tarifaire américaine. À la mi-avril, les droits de douane sectoriels avaient eu une incidence initiale négative, avec un recul prévu de l'exportation d'automobiles, d'acier, d'aluminium et de bois d'œuvre. Cependant, la concurrence moins marquée de la part des producteurs chinois et des entreprises américaines qui comptent sur des intrants intermédiaires provenant de la Chine permettent en fait au Canada d'acquérir un avantage au fil du temps dans d'autres secteurs et de stimuler sa production. Les statistiques économiques figurant dans le présent rapport reflètent ce scénario, où l'économie connaît des difficultés à court terme, mais reprend pied tandis que la baisse de production dans certains secteurs est compensée par un meilleur rendement dans d'autres.

Bien que la situation sur le plan des droits de douane soit plus avantageuse que prévu, il ne fait aucun doute que le contexte opérationnel incertain mine la confiance des entreprises.

La faiblesse de la confiance et l'incertitude quant à la demande future limitent les intentions d'investissement. Après un solide début d'année favorable sur le plan des importations, les investissements dans les machines et le matériel devraient reculer considérablement au milieu de cette année. On s'attend aussi à ce que l'investissement résidentiel demeure faible, tandis que le déclin de confiance des consommateurs influe sur les achats importants.

Sans surprise, le secteur des exportations sera affecté par la guerre commerciale, particulièrement dans les catégories de la fabrication de véhicules automobiles, de produits métalliques, et de produits minéraux non métalliques. Les importations fléchiront aussi en raison de la nature intégrée des chaînes d'approvisionnement et des coûts d'importation plus élevés attribuables aux contre-tarifs imposés par le gouvernement canadien.

Les exportations et les investissements à la baisse entraîneront des pertes d'emplois, un phénomène qui a déjà commencé en mars. D'autres pertes d'emplois sont susceptibles de porter le taux de chômage à plus de 7 % cette année. Les pertes d'emplois, jumelées à la baisse de confiance des consommateurs et à l'épargne de précaution, se traduiront par un ralentissement des dépenses de consommation au milieu de l'année. Par ailleurs, la faible croissance démographique limitera la croissance des dépenses de consommation cette année et l'année prochaine.

Face à ces droits de douane, les gouvernements devraient déployer des mesures de relance, même si celles-ci ne devraient pas s'inspirer des mesures liées à la pandémie, où le gouvernement a rapidement élargi son effectif. Cette fois, les mesures devraient prendre la forme de dépenses d'infrastructure visant à accroître la résilience face à l'évolution de la structure des échanges. Des dépenses en infrastructure supplémentaires devraient s'accompagner d'une augmentation temporaire des transferts aux ménages et aux entreprises pour aider à compenser l'incidence des droits de douane. La politique monétaire devrait également soutenir ces mesures, et d'autres baisses de taux d'intérêt sont attendues.

Avant-propos de l'économiste en chef Dawn Desjardins

Peu importe la manière dont la situation tarifaire évolue, cette année, le recul de la confiance des entreprises et des consommateurs freinera la croissance économique.

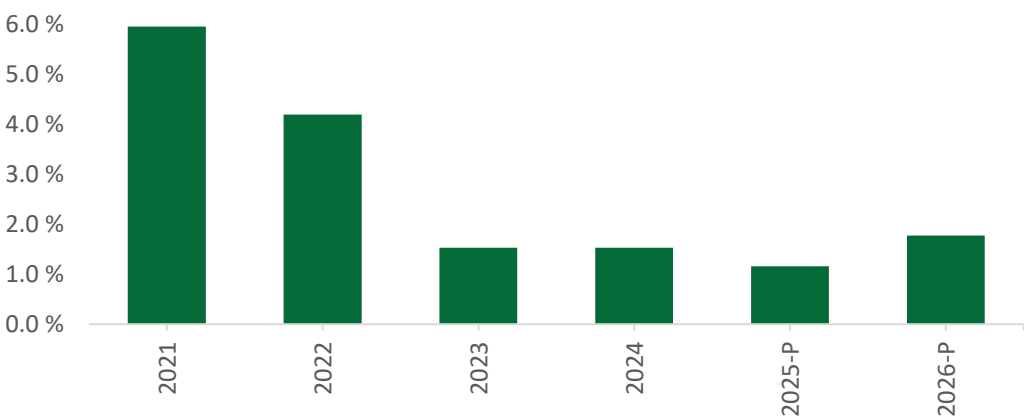
En fonction de ce que nous savons de l'environnement d'exploitation actuel, l'économie canadienne devrait connaître un léger ralentissement au cours des deuxième et troisième trimestres cette année. Grâce à une forte croissance à la fin de 2024 et au début de cette année, la croissance en 2025 demeurera positive et devrait afficher un gain de 1,2 %. On s'attend à ce que toutes les provinces affichent une croissance cette année, mais les gains seront modestes dans les provinces fortement axées sur la fabrication, c'est-à-dire l'Ontario, le Québec et le Nouveau-Brunswick.

Il existe une réelle possibilité que l'exclusion actuelle basée sur l'ACEUM soit éliminée, ce qui signifierait que les produits canadiens perdraient leur accès privilégié à l'important marché américain. Dans ce scénario, les conditions économiques se détériorent à court terme, et le regain décrit dans un scénario de statu quo ne se concrétise pas, car l'économie est en position de faiblesse généralisée. Le cas échéant, on observerait une diminution permanente d'environ 3 % du PIB réel du Canada d'ici 2030.

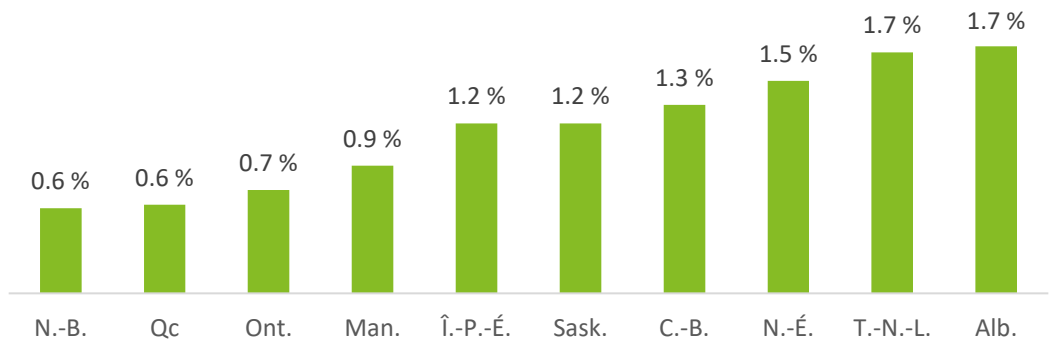
Compte tenu de la large fourchette d'issues possibles et du manque de clarté quant à la suite des choses, la réaction naturelle est de définir la marche à suivre pour évaluer les répercussions des droits de douane à mesure que la situation évolue. Dans cette optique, les facteurs les plus importants à prendre en considération sont l'envergure, la portée des produits, la couverture géographique et les mesures de rétorsion. Si le taux tarifaire moyen du Canada est inférieur/supérieur à celui d'autres pays, de façon générale, notre économie s'en tirera mieux/moins bien. Les produits visés comptent aussi. Si des droits de douane sont imposés sur des produits dont le volume de production au Canada est faible, l'incidence globale sera faible aussi. En revanche, si les tarifs s'appliquent à nos secteurs les plus importants (énergie, véhicules et de pièces automobiles, etc.), les effets se feront sentir davantage. Le degré des représailles a aussi de l'importance, car celles-ci rendent nos importations plus coûteuses et entravent la demande intérieure. Par conséquent, à mesure que la situation tarifaire évolue, il faudra surveiller les pays visés, comment nos droits de douane se comparent aux leurs, quels secteurs sont directement touchés par les droits de douane et comment le gouvernement canadien réagit afin de déterminer comment notre position concurrentielle évolue.

Même si les mauvaises nouvelles concernant les droits de douane peuvent être déroutantes, il y a aussi des lueurs d'espoir à l'horizon, notamment une attention renouvelée au rehaussement de notre productivité et à la diversification de nos échanges commerciaux. Si nous pouvons miser sur cette lancée, l'économie canadienne pourrait en ressortir plus forte et résiliente.

Croissance lente du PIB réel canadien prévue pour l'année à venir
PIB, variations en pourcentage



Croissance du PIB réel par province
PIB, variations en pourcentage, 2025



Sources : Statistique Canada; Deloitte. P = prévision

L'incidence qu'auront les tarifs sur différents segments de l'économie

Politiques monétaire et budgétaire

- L'inflation est demeurée stable, à peu près au taux cible de 2 % depuis la fin de 2024, atteignant 2,3 % en mars. Avec des droits de douane à l'horizon, nous prévoyons une poussée de l'inflation cette année, malgré un ralentissement de l'activité économique au cours des deuxième et troisième trimestres. Notre scénario de base suppose que le taux d'inflation tendra vers la fourchette supérieure de la cible établie par la Banque du Canada, puis décélérera lentement pour revenir à 2 % vers la fin de l'année prochaine. Les entreprises pourraient être en mesure d'absorber à court terme une partie de la hausse de coûts liée aux droits de douane, mais la pression sur les marges de profit entraînera tôt ou tard une augmentation des prix de vente.
- En avril, la Banque du Canada a pris une pause après sept réductions consécutives du taux directeur, évoquant le niveau d'incertitude élevé quant à l'incidence des droits de douane sur l'inflation et la croissance. Les responsables se concentrent sur les prévisions en matière d'inflation, qui sont maintenant plus élevées. Si ces prévisions continuent de grimper, il est moins probable que nous assistions à d'autres baisses des taux d'intérêt malgré un ralentissement de l'économie. Si les droits de douane demeurent relativement faibles, la Banque est susceptible de continuer à assouplir sa politique afin de soutenir la croissance économique.
- Aux États-Unis, la politique tarifaire aura un effet inflationniste et risque de restreindre les mesures d'assouplissement monétaire par la Réserve fédérale. L'écart soutenu entre le taux directeur du Canada et celui des États-Unis ainsi que l'incertitude économique engendrée par les politiques commerciales limiteront la progression du dollar canadien. Si la situation tarifaire se détériore au Canada, attendez-vous à d'autres pressions à la baisse sur le huard.

Emploi et marchés du travail

- Les droits de douane peuvent mener à des pertes d'emplois, particulièrement dans les secteurs qui sont directement touchés par ceux-ci. On s'attend à ce que la hausse des coûts de l'exportation de produits canadiens vers les États-Unis entraîne une baisse de la demande pour les exportations canadiennes et, par conséquent, des licenciements. Les relations commerciales tendues pourraient aussi décourager les investissements au Canada et limiter la création d'emplois. Si un moins grand nombre de personnes travaillent, le taux de chômage grimpera.

- L'effet de l'incertitude et des droits de douane a déjà commencé à peser sur le marché du travail au Canada, et ce phénomène devrait persister. L'*Enquête sur les perspectives des entreprises* de la Banque du Canada révèle un recul marqué des intentions d'embauche. Nous nous attendons à ce que la croissance de l'emploi ralentisse à 1 % en 2025, la plus grande partie de ce gain ayant déjà été enregistrée. Les pertes d'emplois propulseront le taux de chômage à plus de 7 %, alors que le risque d'augmentation des droits de douane pourrait mener à d'importantes pertes d'emplois. Les droits de douane ne sont pas le seul défi auquel le marché du travail est confronté. La diminution de l'immigration limitera également la croissance de l'emploi et la demande intérieure. Les modifications que le gouvernement du Canada a apportées à sa politique réduiront le nombre de résidents temporaires d'environ 30 % et feront passer l'immigration permanente annuelle de près de 500 000 à 365 000 personnes d'ici 2027. Nous nous attendons donc à une croissance nulle de l'emploi en 2026 et à une faible reprise en 2027.

Dépenses de consommation et investissement résidentiel

- La réduction de la demande d'exportations canadiennes aux États-Unis et la hausse des prix des produits importés affaibliront les revenus et pèseront sur les dépenses de consommation en 2025. La confiance des consommateurs a déjà chuté étant donné l'incertitude entourant les droits de douane, car les Canadiens se préoccupent de leur sécurité d'emploi et de leur santé financière. Un aspect potentiellement positif lié aux dépenses de consommation est la tendance à acheter davantage de produits canadiens. Un sondage réalisé par le Groupe Angus Reid indique que quatre Canadiens sur cinq comptent acheter plus de produits canadiens compte tenu des menaces tarifaires¹.
- Les droits de douane viennent augmenter le coût des matériaux de construction et des produits ménagers, augmentant ainsi le coût des nouvelles constructions et des rénovations. Ceci devrait réduire le nombre de mises en chantier et les activités de rénovation, deux éléments clés de l'investissement résidentiel. Par ailleurs, les perspectives d'emplois incertaines et le manque de confiance des consommateurs atténueront la volonté des ménages à faire des achats importants, comme l'acquisition d'une maison. En effet, selon les données de mars sur les habitations revendues, les ventes ont atteint leur niveau le plus bas depuis 2009. Si la situation tarifaire s'aggrave, nous pouvons nous attendre à ce que l'investissement résidentiel soit frappé beaucoup plus durement, étant donné sa dépendance à la sécurité d'emploi et à la confiance.

1. ANGUS REID INSTITUTE. *Shopping Shift: Four-in-five say they're buying more Canadian products in face of tariff threat*, 19 février 2025.
<https://angusreid.org/shopping-shift-tariff-threat-buy-canada/#:~:text=By%20far%20the%20most%20likely,when%20they%20peruse%20the%20aisles>

L'incidence qu'auront les droits de douane sur différents segments de l'économie

Investissements des entreprises

- Vu l'appréhension économique croissante, la montée des incertitudes concernant les politiques commerciales mondiales et la faible demande des consommateurs, la confiance des entreprises a diminué et leurs intentions d'investissement fléchissent considérablement. En raison des droits de douane américains, les produits canadiens sont moins concurrentiels sur le marché américain, ce qui réduit les profits et les incitations à l'investissement. À l'inverse, les droits de représailles imposés par le Canada augmentent les coûts des intrants pour les entreprises qui dépendent des importations américaines, ce qui réduit encore davantage la rentabilité et la motivation à investir.
- L'incertitude quant à l'étendue, à la portée et à la durée des politiques tarifaires suscite de sérieuses inquiétudes pour les entreprises. Selon la plus récente *Enquête sur les perspectives des entreprises* de la Banque du Canada, les intentions d'investissement se sont nettement affaiblies au premier trimestre de 2025, surtout dans le secteur de la fabrication.
- Bien que l'industrie du pétrole et du gaz devrait être moins touchée par les droits de douane, la forte chute récente des prix du pétrole pourrait avoir une incidence sur les investissements dans le secteur, entraînant des risques à la baisse pour les plans de dépenses d'investissement en capital à moyen terme. Craignant une hausse des droits de douane en mars, de nombreuses entreprises ont cherché à devancer leurs dépenses d'investissement pour les machines et matériel en janvier et février. Après un premier trimestre solide, les droits de douane sont susceptibles d'avoir une incidence importante sur les investissements des entreprises aux deuxième et troisième trimestres de cette année, se traduisant par une baisse de 0,9 % des investissements non résidentiels des entreprises en 2025. Si le Canada obtient davantage d'exemptions de ces droits de douane, il y a une possibilité de hausse des investissements projetés. Cependant, les incertitudes qui persistent et la volonté des États-Unis de rapatrier la fabrication au pays auront de lourdes conséquences sur les perspectives d'investissement des entreprises au Canada à court et à moyen terme.

Exportations

- Compte tenu des nombreux changements soudains au sein du système de commerce mondial, les exportateurs canadiens ont connu des semaines difficiles. Il n'empêche que, fortes d'un excellent rendement au quatrième trimestre de l'an dernier, les exportations semblent en passe de poursuivre sur cette lancée au premier trimestre de cette année, principalement grâce aux gains solides enregistrés en janvier, alors que les importateurs américains cherchaient à devancer certains achats dans le but d'éviter les répercussions tarifaires.

- Cela dit, la dure réalité du climat actuel se manifestera plus tard durant l'année, alors qu'une série de droits de douane sectoriels américains imposés sur l'acier, l'aluminium, le bois d'œuvre et les automobiles exerceront un effet négatif sur les perspectives d'exportation de fabrication canadiennes. Effectivement, des fissures commencent déjà à se dessiner, comme le démontre la récente décision prise par Stellantis de cesser temporairement la production dans son usine d'assemblage de véhicules située à Windsor¹. Le degré d'incertitude que suscitent ces droits de douane est préoccupant, surtout pour des secteurs tels que les véhicules et de pièces automobiles, où environ 60 % des emplois sont tributaires de la demande du marché américain. Outre les mesures prises par les États-Unis, les droits de douane imposés par la Chine sur certains produits agricoles devraient aussi peser sur les perspectives d'exportation à court terme.
- Les prévisions d'exportation ont aussi un côté positif. En effet, l'intensification des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine et le fait que le Canada a été exempté des droits de douane réciproques annoncés récemment pourraient être de bon augure pour certains exportateurs qui cherchent à pénétrer le marché américain. Quoi qu'il en soit, nous estimons que ces exportateurs pourraient néanmoins éprouver des difficultés, car ces mesures tarifaires et l'incertitude qui en découle ralentiront sans doute considérablement la croissance économique aux États-Unis cette année et l'an prochain. Comme 76 % des exportations de marchandises canadiennes étaient destinées aux États-Unis en 2024, il y a certainement lieu de s'inquiéter. Si des droits de douane encore plus élevés sont imposés aux exportations canadiennes, les perspectives d'exportation pourraient se détériorer.

Importations

- Les importations se portaient bien au premier trimestre, alors que les entreprises et les consommateurs canadiens cherchaient à devancer certaines dépenses pour éviter les retombées des mesures de représailles du Canada. Nous nous attendons à ce que ces mesures frappent l'économie de plein fouet au deuxième trimestre de cette année. Selon nos estimations, les États-Unis fournissent actuellement environ 35 % des produits importés faisant l'objet de représailles du Canada, ce qui devrait limiter les répercussions dans la mesure où les autorités canadiennes maintiennent leur approche ciblée. De plus, le répit de six mois récemment annoncé sur les droits de douane visant certains types de produits pourrait avoir des effets positifs au-delà des hypothèses qui sous-tendent nos prévisions².

1. MARCHESAN, JOHN. [City News](#), avril 2025.

2. GOUVERNEMENT DU CANADA. [Le Canada annonce de nouvelles mesures de soutien pour les entreprises canadiennes touchées par les droits de douane américains](#).

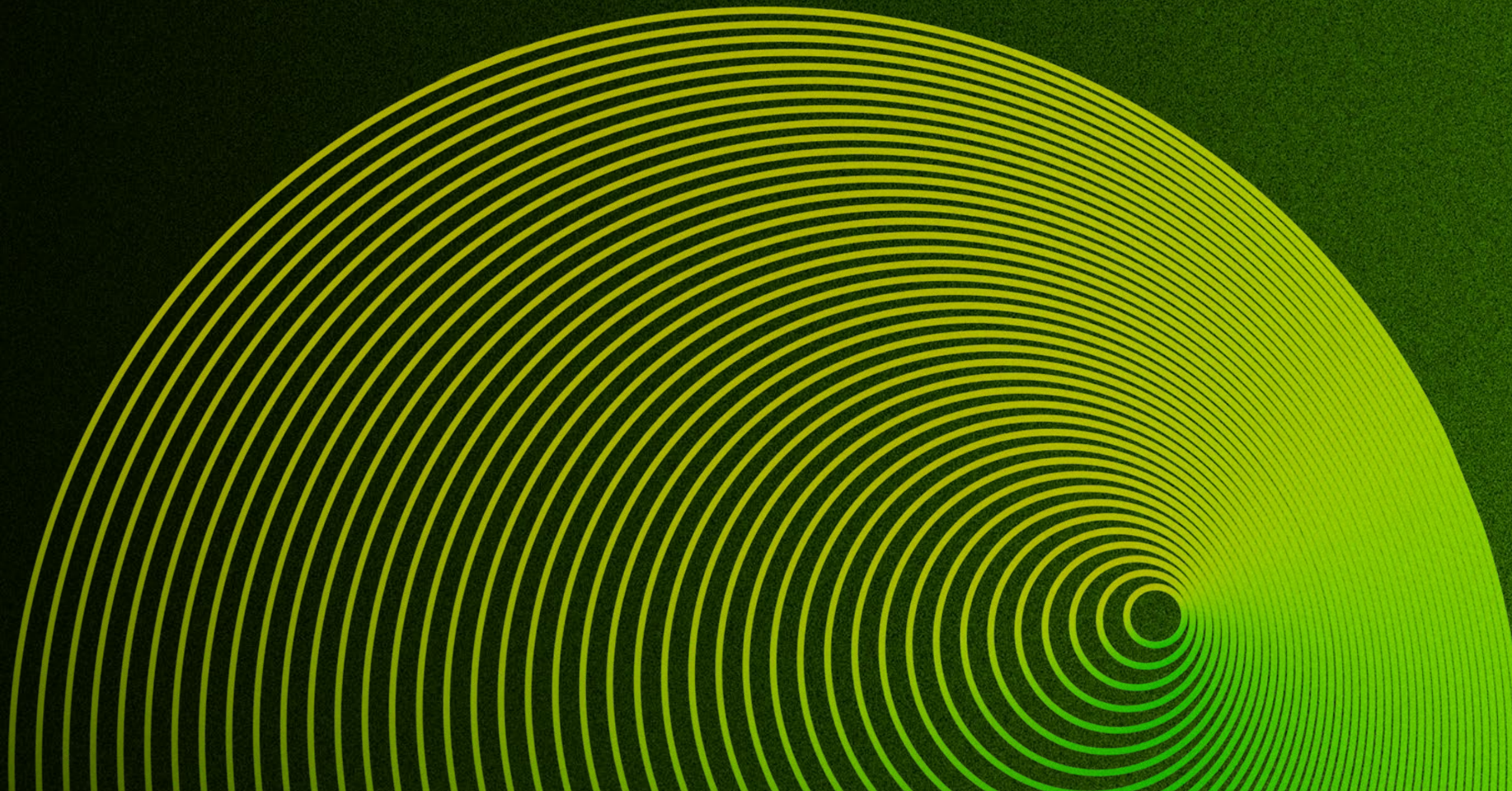
Une occasion rare s'offre au Canada de récolter les fruits et de passer à l'action

Depuis des années, il est question de la piètre productivité du Canada et de ses conséquences sur notre niveau de vie et nos perspectives de croissance à long terme. La crise tarifaire pourrait être le catalyseur du changement tant attendu.

- Même si la menace d'importants droits de douane est très réelle et qu'elle entraîne des conséquences économiques nuisibles, elle a aussi des retombées imprévues. Nous avons vu les Canadiens se serrer les coudes pour soutenir les marchés locaux et observé la volonté des politiciens de résoudre des problèmes de longue date qui freinent notre potentiel de croissance.
- L'amélioration de la **productivité** n'est pas seulement un but, c'est un élément essentiel à la survie de nos entreprises et aux contextes économiques dans lesquels nous exerçons nos activités. La demande sera pour des produits et services de haute qualité à des prix plus abordables, tant au Canada qu'à l'étranger. Les entreprises et les gouvernements doivent tous deux faciliter et déployer les investissements nécessaires pour nous rendre plus concurrentiels sur la scène mondiale.
- Le deuxième objectif est de miser sur la **diversification**. Nous devons réduire notre dépendance envers le marché américain en ce qui a trait à nos biens et services. La dépendance aux États-Unis a déjà été une saine stratégie, mais cette approche deviendra de moins en moins viable à mesure que ce pays restructure son économie au cours de la prochaine décennie. En l'absence d'importants gains de productivité ou d'innovation, et en présence d'un dollar constamment dévalué, la diversification de notre clientèle est devenue un incontournable pour prospérer dans ce nouvel ordre mondial.
- Ensuite, nous devons activement inspirer les gouvernements locaux, collaborer avec eux et faciliter l'exécution de leurs projets afin de simplifier l'octroi de permis, les réglementations et les systèmes fiscaux aux trois ordres de gouvernement. Cette **simplification** deviendra un moyen d'inspirer les entrepreneurs et les entreprises à réinitialiser notre économie et de nous positionner pour la réussite et la durabilité.
- Enfin, nous devons saisir ce rare moment d'accord entre les provinces pour jouer un rôle de partenaire afin de contribuer à assurer le **libre-échange** dans l'ensemble du Canada en éliminant les obstacles désuets au commerce intérieur. Une approche simplifiée à l'égard du contexte commercial national permettra de compenser les défis tarifaires externes auxquels nous pourrions faire face et de tracer la voie vers une unité canadienne sans précédent.



Tableaux des prévisions



PIB par catégorie de dépenses

	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1-P 2025	T2-P 2025	T3-P 2025	T4-P 2025	T1-P 2026	T2-P 2026	T3-P 2026	T4-P 2026		2024	2025-P	2026-P
PIB des États-Unis	1,6	3,0	3,1	2,3	4,7	-2,6	1,1	1,1	0,5	1,2	1,5	1,7		2,8	1,9	0,8
PIB du Canada	1,8	2,8	2,2	2,6	1,7	-1,1	-0,9	2,4	2,6	2,3	2,4	2,2		1,5	1,2	1,8
Consommation des ménages	3,6	1,0	4,2	5,6	2,0	0,4	0,5	1,8	1,7	1,6	1,6	1,3		2,4	2,4	1,4
Consommation du secteur à but non lucratif	3,4	1,6	3,6	1,8	1,3	0,8	1,0	1,7	1,6	1,5	1,4	1,2		2,5	1,6	1,4
Consommation des administrations publiques	5,5	3,9	5,4	1,4	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0		3,2	1,8	1,0
Investissement total	0,0	3,2	-0,8	9,9	3,8	-8,9	-1,7	4,8	4,8	4,3	3,6	3,3		0,1	1,1	2,7
Investissement du gouvernement	13,7	6,7	4,3	6,7	1,2	2,9	6,3	7,5	4,9	3,9	3,0	3,0		7,2	4,3	4,9
Investissement des entreprises	-2,7	2,5	-1,9	10,7	4,4	-11,5	-3,5	4,2	4,8	4,4	3,8	3,4		-1,3	0,4	2,2
Investissement résidentiel	-7,5	-8,3	6,4	16,7	-1,3	-1,1	0,1	2,0	4,5	4,5	4,8	5,1		-1,1	2,8	3,2
Résidentiel – rénovations	-12,6	-11,2	0,9	5,9	0,8	0,4	1,1	2,7	5,4	5,4	5,7	5,5		-4,7	1,0	4,1
Résidentiel – coûts de transfert de propriété	-1,1	0,6	25,3	60,0	-6,4	-3,4	-0,6	5,0	7,9	8,5	10,8	12,7		2,8	9,8	6,3
Résidentiel – logements neufs	-5,9	-9,4	3,5	9,2	-0,6	-1,1	-0,3	0,3	2,5	2,4	1,7	1,7		0,1	1,1	1,3
Investissement non résidentiel	1,0	11,0	-7,2	6,7	8,0	-17,2	-5,7	5,6	5,0	4,3	3,2	2,3		-1,4	-0,9	1,6
Ouvrages de génie	7,2	14,0	2,1	1,2	0,1	-6,0	-2,8	2,0	2,8	3,5	2,0	2,0		-1,1	-0,1	1,4
Bâtiments non résidentiels	-5,7	-6,5	-0,4	6,5	-1,0	-15,0	-6,6	1,0	4,8	7,0	8,1	3,0		-3,4	-3,3	1,9
Machines et matériel	-1,4	22,7	-27,4	17,9	30,2	-37,3	-12,5	15,6	10,8	6,4	4,1	3,3		-2,1	-2,4	2,4
Propriété intellectuelle	-0,8	2,1	6,5	2,3	-0,9	-3,1	-1,0	1,7	1,5	1,4	1,3	1,3		-0,1	0,5	0,9
Exportations totales	1,3	-6,9	-0,8	7,4	4,4	-4,6	-6,0	3,0	3,3	3,1	3,0	2,9		0,6	0,4	1,4
Exportations – marchandises	2,0	-6,4	0,4	12,1	4,6	-6,9	-8,8	3,3	3,8	3,7	3,6	3,5		0,5	0,6	1,3
Exportations – services	-1,4	-8,5	-4,8	-7,9	3,7	3,9	3,8	2,2	1,6	1,0	1,0	1,1		1,1	-0,5	1,9
Importations	0,4	-3,1	-1,2	5,4	7,0	-2,5	-1,4	2,4	2,3	2,1	1,4	1,2		0,6	1,8	1,3
Importations – marchandises	0,1	1,3	-2,7	8,0	9,9	-4,0	-2,6	2,2	2,6	2,4	1,6	1,4		0,2	2,6	1,2
Importations – services	1,5	-17,6	4,3	-3,2	-3,7	3,3	3,1	2,9	1,1	0,9	0,8	0,4		2,3	-1,1	1,7
Stocks	(10 631)	12 252	(8 574)	(19 609)	(9 303)	2 274	2 506	3 132	2 971	2 451	2 086	267		(11 070)	6 215	9 600

Remarque : Sauf indication contraire, tous les chiffres sont présentés sous forme de variation en pourcentage annualisée; les données sont fondées sur des dollars enchaînés réels désaisonnalisés de 2017. P = prévisions.
Sources : Statistique Canada, Banque du Canada. Prévisions des Services-conseils en économie de Deloitte, au 16 avril 2025.

Principaux indicateurs

Principaux indicateurs macroéconomiques

	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1-P 2025	T2-P 2025	T3-P 2025	T4-P 2025	T1-P 2026	T2-P 2026	T3-P 2026	T4-P 2026		2024	2025-P	2026-P
Taux d'activité (%)	65,6	65,6	65,3	65,3	65,3	65,3	65,2	65,1	65,1	65,0	65,0	64,9		65,5	65,2	65,0
Changement d'emploi (en milliers)	84,7	105,1	40,0	97,2	141,1	-31,0	-46,3	2,9	20,1	15,7	9,4	6,5		381,9	2,9	6,5
Taux de chômage (%)	5,9	6,3	6,6	6,7	6,6	7,1	7,5	7,3	6,9	6,7	6,6	6,5		6,4	7,1	6,7
Mises en chantier (en milliers)	249,0	245,1	238,4	249,3	235,6	234,9	238,4	242,6	247,5	254,9	264,7	266,4		245,5	242,6	266,4

Principaux indicateurs des marchés financiers

	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1-P 2025	T2-P 2025	T3-P 2025	T4-P 2025	T1-P 2026	T2-P 2026	T3-P 2026	T4-P 2026		2024	2025-P	2026-P
Taux du financement à un jour	5,00	4,75	4,25	3,25	2,75	2,50	2,00	2,00	2,00	2,25	2,25	2,25		3,25	2,00	2,25
Bons du Trésor à 90 jours	4,96	4,79	4,20	3,36	2,85	2,59	2,18	2,13	2,19	2,28	2,30	2,32		3,36	2,13	2,32
Bons du Trésor à 1 an	4,78	4,62	3,71	3,22	2,79	2,52	2,21	2,18	2,23	2,42	2,45	2,46		3,22	2,18	2,46
Obligations d'État à 2 ans	4,11	4,21	3,23	3,11	2,72	2,65	2,59	2,54	2,64	2,70	2,75	2,84		3,11	2,54	2,84
Obligations d'État à 3 ans	3,86	4,07	3,13	3,07	2,70	2,65	2,60	2,58	2,66	2,71	2,76	2,86		3,07	2,58	2,86
Obligations d'État à 5 ans	3,51	3,71	2,95	3,06	2,81	2,70	2,61	2,59	2,70	2,80	2,85	2,87		3,06	2,59	2,87
Obligations d'État à 10 ans	3,44	3,67	3,09	3,26	3,12	3,06	2,95	2,90	3,00	3,00	3,00	3,01		3,26	2,90	3,01
Écart de 90 jours sur 10 ans	1,53	1,12	1,11	0,10	-0,27	-0,47	-0,77	-0,77	-0,81	-0,72	-0,70	-0,69		0,10	-0,77	-0,69
Écart de 2 ans sur 10 ans	0,67	0,54	0,14	-0,15	-0,40	-0,41	-0,36	-0,36	-0,36	-0,30	-0,25	-0,17		-0,15	-0,36	-0,17
Taux de change \$ CA/\$ US	0,741	0,731	0,733	0,715	0,697	0,696	0,699	0,707	0,716	0,723	0,729	0,733		0,730	0,700	0,725

Remarque : P = prévisions. Le taux de financement à un jour représente celui de la fin de la période. Tous les autres indicateurs de valeurs trimestrielles représentent les moyennes trimestrielles. Les chiffres annuels reflètent ceux de la fin de la période au T4.

Sources : Statistique Canada, Banque du Canada. Prévisions des Services-conseils en économie de Deloitte, au 16 avril 2025.

Contributeurs

Services-conseils en économie

Grâce à des chefs de file en macroéconomie, en microéconomie, en analyse des politiques et de la réglementation, en développement économique ainsi qu'en analyse et en modélisation, les professionnels des Services-conseils en économie de Deloitte possèdent les connaissances et l'expérience nécessaires pour s'attaquer à certains des enjeux stratégiques et commerciaux actuels les plus complexes et les plus difficiles. Si vous souhaitez obtenir plus d'information sur nos services, veuillez communiquer avec nous à l'adresse suivante : economicadvisorynews@deloitte.ca.



Dawn Desjardins
Économiste en chef



Matthew Stewart
Associé



Alicia Macdonald
Directrice de service



Anna Feng
Directrice



Robyn Gibbard
Directeur



Mikayla Schoel
Directrice



Pablo Alegria
Conseiller principal



Zach Gaskin
Conseiller principal



Tomi Ibrahim
Conseillère principale



Madison MacKinnon
Conseillère principale



Momanyi Mokaya
Conseiller principal



Dhruv Deshpande
Analyste



Avis de non-responsabilité

La présente publication ne contient que des renseignements généraux, et Deloitte n’y fournit aucun conseil ou service professionnel dans les domaines de la comptabilité, des affaires, des finances, du placement, du droit ou de la fiscalité, ni aucun autre type de service ou conseil. Elle ne remplace donc pas les services ou conseils professionnels et ne devrait pas être utilisée pour prendre des décisions ou des mesures susceptibles d’avoir une incidence sur votre entreprise. Avant de prendre de telles décisions ou mesures, vous devriez consulter un conseiller professionnel compétent. Deloitte n’est aucunement responsable de toute perte que subirait une personne parce qu’elle se serait fiée à la présente publication.

À propos de Deloitte Canada

Chez Deloitte, notre raison d’être est d’avoir une influence marquante. Nous existons pour inspirer et aider nos gens, nos organisations, nos collectivités et nos pays à prospérer en créant un avenir meilleur. Notre travail soutient une société prospère où les gens peuvent s’épanouir et saisir des occasions. Il renforce la confiance des consommateurs et des entreprises, aide les organisations à trouver des moyens créatifs de déployer des capitaux, habilite des institutions sociales et économiques justes, fiables et efficaces, et permet à nos amis, à nos familles et à nos collectivités de profiter de la qualité de vie qui accompagne un avenir durable. Étant le plus grand cabinet de services professionnels détenu et exploité à 100 % par des Canadiens dans notre pays, nous sommes fiers de travailler aux côtés de nos clients pour avoir une influence positive sur tous les Canadiens.

Deloitte offre des services de premier plan dans les domaines de la consultation, de la fiscalité et des services juridiques, des conseils financiers, de l’audit et de la certification ainsi que des conseils en gestion des risques à près de 90 % des sociétés du palmarès Fortune Global 500^{MD} et à des milliers de sociétés fermées. Nous réunissons des compétences, des perspectives et des services de classe mondiale pour aborder les enjeux d’affaires les plus complexes de nos clients.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois de l’Ontario, est le cabinet membre canadien de Deloitte Touche Tohmatsu Limited. Deloitte désigne une ou plusieurs entités parmi Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société fermée à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ainsi que son réseau de cabinets membres dont chacun constitue une entité juridique distincte et indépendante. Pour obtenir une description détaillée de la structure juridique de Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et de ses filiales, veuillez consulter <https://www2.deloitte.com/ca/fr/pages/about-deloitte/articles/about-deloitte.html>.

Pour en apprendre plus sur Deloitte Canada, veuillez nous suivre sur [LinkedIn](#), [X](#), [Instagram](#) ou [Facebook](#).

© Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

Conçu et produit par l’Agence | Deloitte Canada. 25-10833000